

## La démocratie écartelée entre le déclassement de la classe moyenne et la technoutopie de la classe digitale

### Résumé

En transformant l'économie et la société, la révolution technologique transforme en profondeur les démocraties occidentales. C'est ce que montre l'analyse de l'impact des nouvelles technologies aux Etats-Unis

« *La moyenne, études moyennes, jobs moyens, salariés moyens, c'est fini !* » Tyler Cowen.

On observe en effet une déformation de la structure des emplois en faveur des services peu sophistiqués avec à la clé le déclin de la classe moyenne qui ne représente plus que la moitié de la population et son déclassement.

Formidable rupture, le pouvoir d'achat des classes supérieures est désormais supérieur à celui de la classe moyenne, ce qui amène les entreprises à se polariser sur des offres personnalisées, premium, sur mesure, comme le leur permet la révolution numérique. C'est le déclin de la consommation de masse et du fordisme !

Ce déclassement de la classe moyenne qui constitue le ciment des démocraties ne peut que pousser à un vote de repli et de protection.

Autre rupture, dans bien des situations, les entreprises et le marché sont plus efficaces que l'Etat, y compris pour répondre à des besoins sociaux. Tendance que notre pays étatiste aura bien du mal à reconnaître et à accepter !

Ces nouvelles technologies sont à l'origine d'un renouveau démocratique mais sous une forme qui se situe aux antipodes de la démocratie représentative. Pour les « *techno-utopistes* », le web est en effet une opportunité unique pour bâtir une nouvelle démocratie dans laquelle tous les citoyens pourraient échanger leurs avis, leurs informations, leurs connaissances dans le cyberspace. Pour eux, le digital donne à l'individu le pouvoir de se réaliser et de décider du gouvernement, d'élaborer des solutions collectives du niveau le plus local au niveau du monde. Ils visent la construction d'une intelligence collective qui serait mieux à même de répondre aux grands problèmes du monde, climat, pauvreté, ... que ne peuvent le faire les Etats.

Porté par la classe « *digitale* », ce renouveau est élitiste parce qu'il s'adresse exclusivement aux connectés au Web et parce qu'il peut aller jusqu'à la sécession de ces élites.

Pour la France, le plus grand risque pour intégrer cette transformation, serait de la considérer d'abord comme une menace et de vouloir protéger des emplois dans des entreprises et des organisations « zombies », rendues obsolètes par la révolution technologique au lieu de redéployer nos emplois et nos investissements sur les nouvelles activités économiques. Il en résulterait un cercle vicieux (moins d'adaptation, donc plus de menaces et encore plus de demandes de protection) pénalisant notre économie et ancrant notre démocratie dans le populisme.

Au-delà des fake news et des inquiétantes manipulations de l'opinion via les réseaux sociaux, la révolution technologique transforme en profondeur nos économies, et en conséquence nos sociétés et leurs équilibres démocratiques et politiques.

Cette transformation s'opère selon deux trajectoires qui ne s'excluent pas mutuellement :

- Une trajectoire intrinsèquement populiste avec la régression de la classe moyenne qui constitue le ciment de la démocratie et qui se perçoit menacée par le déclassement.
- Un renouveau démocratique élitiste d'inspiration libertaire via l'agora digitale.

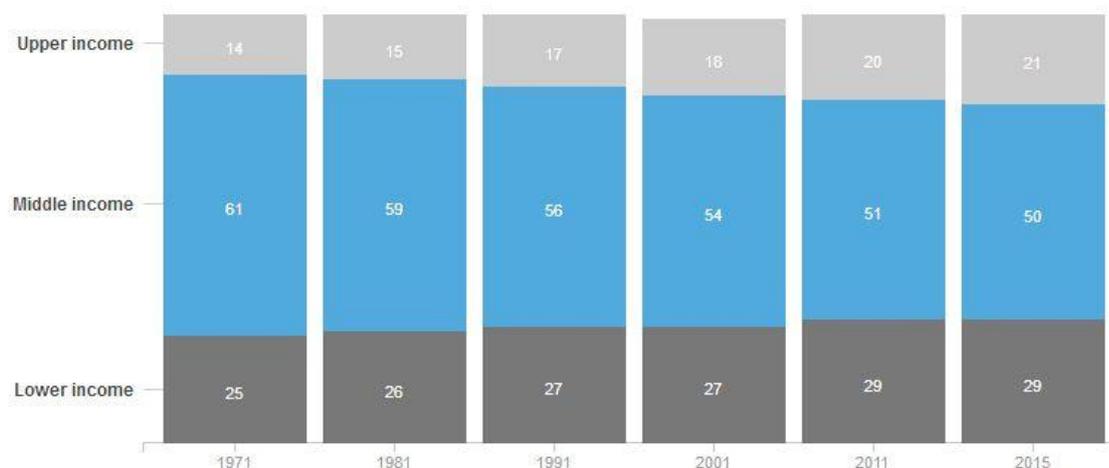
### 1. Le déclassement de la classe moyenne

*"La moyenne, études moyennes, jobs moyens, salariés moyens, c'est fini !"* Tyler Cowen

Si l'on analyse l'impact des nouvelles technologies aux Etats-Unis, pays que l'on peut considérer en avance dans ces évolutions, on observe une rupture dans les tendances socio-économiques.

Tout d'abord, l'érosion numérique de la classe moyenne que ne rassemble plus que la moitié des ménages américains :

SHARE OF U.S. ADULTS IN EACH INCOME TIER (1971-2015)



Cette régression résulte d'une déformation de la structure des emplois en faveur des services peu sophistiqués selon le paradoxe décrit par Moravec : il s'avère plus facile de reproduire par une machine un raisonnement complexe que des tâches sensorimotrices simples (reconnaissance d'un objet, évaluation des émotions d'un interlocuteur, jet d'une balle). Il est donc plus facile d'automatiser les tâches intellectuelles répétitives que les tâches manuelles basiques (nettoyer les toilettes !)

Depuis 2002, ce sont les moins diplômés qui ont ainsi vu leur taux de participation au marché du travail augmenter !

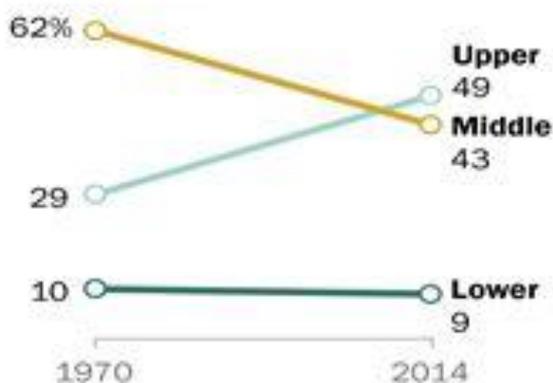
**Taux de participation au marché du travail par niveau d'éducation (source : BLS)**

	2000	2017	Evolution
College	79,4%	73,8%	- 5,6 points
With some college	73,9%	65,9%	- 8 points
High school	64,4%	57,8%	- 6,6 points
Less than high school	43,5%	45,5%	+2,2 points

**Le pouvoir d'achat des classes supérieures est désormais supérieur à celui des classes moyennes :**

**... and share of aggregate income held by middle-income households has plunged**

*% of U.S. aggregate household income*



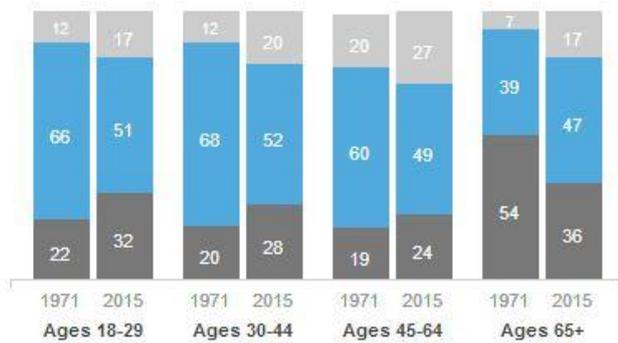
C'est un tournant historique car il met fin au rôle central des classes moyennes dans l'économie et la société de consommation de masse associée au fordisme. Il coïncide avec une des caractéristiques des nouvelles technologies qui permettent de produire de plus en plus sur mesure, à la demande, de personnaliser. Les entreprises redéplient désormais leurs offres vers le luxe, le premium, le sur mesure.

Cet accroissement des disparités, on la constate également entre les territoires mais aussi entre les entreprises. Depuis 2000, les 0,1% entreprises américaines les plus performantes ont multiplié leurs profits par 2 alors qu'il est resté stable pour la moitié inférieure du classement. Pour donner un ordre de grandeur, Apple et Google réalisent autant de profits que l'ensemble des entreprises du CAC 40.

Si l'on considère comme Aristote que « *l'association politique est la meilleure quand elle est formée par des citoyens de fortune moyenne* », alors on peut s'interroger sur le devenir de la démocratie. On peut même s'en inquiéter si l'on s'intéresse à ce à quoi aspire viscéralement les classes moyennes : la possibilité d'une ascension sociale pour eux et pour leurs enfants à travers l'éducation.

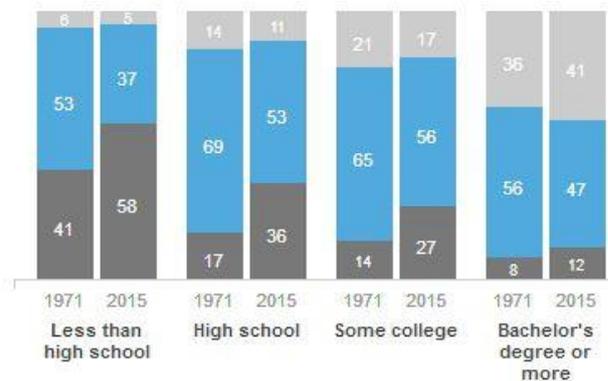
### BY AGE

The oldest age group is the only one whose middle income group has grown and lower class has shrunk.



### BY EDUCATIONAL ATTAINMENT

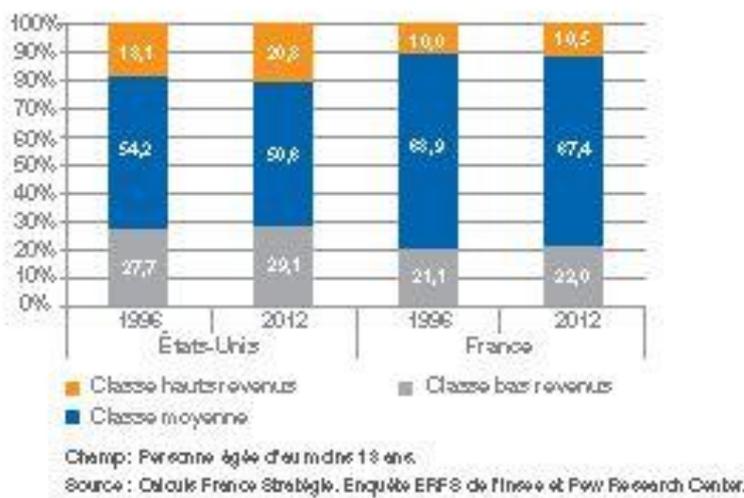
The middle class has become even less accessible for those without a college education.



Entre 1991 et 2015 selon les études du Pew Center, la probabilité d'appartenir à la classe à faible revenu a doublé pour les niveaux d'éducation intermédiaires (high school, some college). Sans études supérieures, point de salut, mais remarquons que cette probabilité a malgré tout augmenté de moitié pour cette catégorie, ce qui interroge quant aux 1 300 milliards \$ de la dette des étudiants américains. En 1971, seuls 8% des étudiants du supérieur appartenaient à la classe à faibles revenus, c'est 12% maintenant. **Globalement, les jeunes représentent la catégorie la plus touchée par l'accroissement de la pauvreté.** Ce déclassement de la classe moyenne constitue le premier ressort du vote pour Donald Trump.

Cette transformation, on l'observe dans la rhétorique politique française. On est passé des deux Français sur trois de Giscard d'Estaing à une rhétorique binaire de type France d'en bas/France d'en haut, perdants/gagnants de la mondialisation qui fait planer de manière terriblement anxiogène la hantise du déclassement des classes moyennes et qui pourrait induire à terme une désaffection vis-à-vis des partis de gouvernement. Paradoxalement, cette rhétorique prospère en France alors que nous sommes le pays où les classes moyennes résistent le mieux.

### Répartition de la population adulte selon la classe de revenus



Depuis 1996, la classe moyenne n'a régressé que de 1,5 point en France grâce aux mécanismes de redistribution mais probablement au prix d'un moindre dynamisme économique : la régression de la classe moyenne s'est davantage faite au profit des bas revenus (+0,9 point) que des hauts revenus au contraire des Etats-Unis. Quelles extrémités atteindra la hantise du déclassement quand le processus de régression

sera véritablement enclenché ? Rappelons que les votes de « rejet » ont dépassé 47% des suffrages exprimés lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

Enfin, ces tendances pourraient être amplifiées par le risque de démonétisation de l'Etat qui constitue l'actif des classes moyennes en France.

La révolution technologique donne en effet indéniablement le pouvoir aux entrepreneurs.

Citons deux exemples pour prendre toute la mesure de ce nouveau pouvoir entrepreneurial :

- La fusée réutilisable d'un entrepreneur, Elon Musk, qui supprime les fusées d'Arianespace, émanation d'une coalition d'Etats.
- La Banque de France qui n'émet plus de monnaie depuis 2000 qui compte encore plus de 10 000 salariés alors que quelques dizaines de personnes peuvent émettre une cryptomonnaie.

Le marché va de manière croissante s'avérer plus efficace que l'action collective de l'Etat chère aux Français dans nombre de domaines (audiovisuel, transports, santé, éducation, ...). De plus, l'Etat risque d'être confronté en permanence à une contradiction politique fondamentale quant au processus de destruction créatrice de l'œuvre : protéger les structures obsolètes et les perdants en conjuguant subventions et réglementations mais alors prendre le risque du déclassement économique et technologique du pays (si les entreprises françaises sont absentes de l'économie digitale, les emplois et les opportunités qui en découlent seront localisés ailleurs) ou laisser ces structures s'effondrer et se tourner vers l'avenir avec à la clé la menace d'une sanction électorale.

Au total, ces évolutions économiques vont pousser à un vote « *illibéral* » de repli, de protection, de recherche de l'homme providentiel, soit toutes les caractéristiques du populisme.

## **2. L'agora digitale**

### **2.1. L'auto-organisation de la société grâce aux nouvelles technologies**

*« Les médias électroniques... abolissent la dimension spéciale... Par l'électronique, nous retrouvons partout les relations de personne à personne, à l'échelle d'un village. C'est une relation en profondeur, et sans délégation de fonctions ou de pouvoirs... »* Marshall Mac Luhan

Après quelques décennies de retard, la prophétie de Mac Luhan semble en possibilité d'accomplissement sous différentes formules.

On observe une tendance à l'auto-organisation de la société via des projets entrepreneuriaux qui s'emparent des nouvelles technologies pour développer de nouvelles offres à finalité sociale autrement plus efficaces que celles proposées par l'Etat. Par exemple en France :

- L'offre Lili Smart concernant un kit connecté pour les patients et leurs aidants des malades atteints par la maladie d'Alzheimer. Il comporte une montre GSM, des capteurs disposés stratégiquement dans le domicile et une application reposant sur un logiciel d'intelligence artificielle qui mémorise les habitudes du patient et en détecte les modifications. La montre permet aussi d'envoyer des messages avec pictogrammes vibrants et programmés à l'heure des repas, d'une émission télé ou d'une visite. Cette aide aux aidants se double d'un dispositif de soutien psychologique par questionnaire internet et entretien téléphone à leur intention. *Le fondateur de cette entreprise a imaginé cette solution parce qu'il a été confronté à la maladie d'Alzheimer de sa grand-mère.*
- Le compte Nickel disponible dans 2700 bureaux de tabac qui a permis de « bancariser » les exclus du système bancaire. 700 000 comptes ont été ouverts depuis 2014. Six clients sur dix du compte

Nickel gagnent moins que le SMIC, et 32% d'entre eux sont sans emploi ou sans revenus réguliers. De même, 23% des clients sont hébergés par un tiers et encore 11% ouvrent leur compte avec un titre de séjour.

- Openclassroom de loin la première université française qui délivre ses cours digitalisés auprès de 3 millions d'étudiants chaque mois dans 130 pays avec 100 salariés. L'école rembourse les étudiants qui n'ont pas trouvé un emploi six mois après leur diplôme. Elle vise 20 millions d'étudiants en 2020.
- ...

**Au total, un Etat qui va apparaître de plus en plus impuissant, ce qui réduit les enjeux de l'élection démocratique... Il devrait en résulter une baisse encore plus accentuée de la participation électorale.**

## **2.2. Une nouvelle démocratie digitale jeffersonienne portée par les technologiques digitales**

Avec la numérisation de l'économie a émergé une « *classe digitale* », très prégnante aux Etats-Unis, qui rassemble les acteurs de cette transformation : ingénieurs, informaticiens, scientifiques, concepteurs de jeux vidéo,... qui constituent la nouvelle aristocratie du travail par leurs revenus et leur autonomie.

Cette classe digitale est nombreuse. Elle représente environ 10% de la population. La seule plateforme Git hub que vient de racheter Microsoft (qui s'est convertie au monde ouvert et coopératif sous l'impulsion de son PDG Nadella) agglomère 22 millions de développeurs dans le monde et héberge 85 millions de projets informatiques ouverts ou fermés. Le réseau social de la « *classe digitale* » illustre la culture de la coopération qui s'est développée autour du logiciel libre et des projets informatiques open source.

Si une partie de ces développeurs et de ces entrepreneurs sont motivés par le profit en ne visant qu'à pousser les internautes à cliquer sur des annonces publicitaires, nombre d'entre eux sont inspirés par une idéologie libertaire et coopérative comme l'illustre le départ de Facebook de Jan Koum et Brian Acton, les fondateurs de WhatsApp. Ils ont renoncé à de substantielles attributions d'actions et Brian Acton a fermé son compte Facebook suite au scandale de Cambridge Analytica. Moteurs de recherche, réseaux sociaux, ces militants du web libre développent des alternatives aux GAFAs basées le plus souvent sur des réseaux d'ordinateur « *peer to peer* ».

Pour « *ces techno-utopistes* », le web est une opportunité unique pour bâtir une nouvelle démocratie dans laquelle tous les citoyens pourraient échanger leurs avis, leurs informations, leurs connaissances dans le cyberspace. Pour eux, le digital donne à l'individu le pouvoir de se réaliser et de décider du gouvernement, d'élaborer des solutions collectives du niveau le plus local au niveau du monde. Ils visent la construction d'une intelligence collective qui serait la mieux à même de répondre aux grands problèmes du monde, climat, pauvreté, ... Wikipedia constitue une illustration remarquable de cette construction collective.

## **2.3. Ubériser Uber et l'Etat...**

Cette culture américaine de la coopération et de l'horizontalité qui a été amenée par le « *Shareware* » a produit la conviction que les états, par leur incapacité à s'adapter, constituent plus un problème qu'une solution pour répondre aux besoins de la population. Les « *techno-utopistes* » ont ainsi été rejoints par les libertariens qui voient dans le digital le moyen de s'affranchir de l'Etat.

Au cœur des espoirs de cette idéologie qui rassemble aux Etats-Unis nouvelle gauche et nouvelle droite, la technologie de la blockchain qui sécurise les transactions entre pairs, quelles qu'elles soient, constitue un

levier extraordinaire pour changer le monde et faire émerger un monde collaboratif permettant de redonner corps aux associations politiques d'Aristote.

Projets de production et de consommation d'électricité photovoltaïque à l'échelle d'un immeuble ou d'un quartier, mise en relation directe entre des voyageurs et des automobilistes, tous ces projets ont en commun la volonté d'ubériser Uber, de se passer des intermédiaires et des tiers de confiance, de l'Etat.

Les cryptomonnaies, l'illustration la plus spectaculaire de la technologie de la blockchain, visent clairement la création d'une monnaie dénationalisée, qui passe les banques à la trappe, par l'établissement de relations d'échanges décentralisées.

Une illustration de ce mouvement sous son versant libertaire est le projet d'île artificielle flottante accepté par le gouvernement de Tahiti, promu par Peter Thiel, le fondateur de Paypal et Patre Friedmann, le petit fils de Milton. Ils estiment que les systèmes actuels de gouvernements sont « *incapables de s'adapter aux sociétés technologiques* », qu'il faut démanteler « *le monopole géographique de la gouvernance* » et mettre les Etats en concurrence pour attirer les citoyens. Selon leurs termes, « *le but est de créer la technologie pour que les gens puissent édicter leurs propres règles de gouvernement* ». « *Vous en assez de la politique et des politiciens ? Lancez votre propre pays !* » dit Joe Quirk, l'un des avocats de la fondation Seasteading pour le développement des îles artificielles. Ce projet illustre par ailleurs la tentation de sécession de ces élites digitales qui sont prêtes à quitter leur pays pour réaliser leurs espoirs ou protéger leurs intérêts...

Ce renouveau démocratique est élitiste parce qu'il s'adresse par essence aux membres de la sphère virtuelle et parce qu'il peut aller jusqu'à la sécession.

Autant dire que la démocratie représentative n'y a pas vraiment sa place.

**La société va être écartelée entre deux tendances fondamentalement antagonistes, le désir de protection et l'appel à un Etat fort d'un côté, l'émancipation de l'Etat d'individus autonomes, citoyens du monde, engagés dans l'élaboration de solutions collectives de l'autre côté.**

### **3. Pour une voie française d'adaptation collective à la transformation digitale**

#### **3.1. Le cercle vicieux du plus d'Etat**

Les Français sont tellement attachés à l'Etat que le risque est grand de les voir appeler à plus d'Etat pour les protéger de cette transformation numérique.

Or, la France se caractérise déjà par la dépense publique et les prélèvements sur les entreprises les plus élevés de l'OCDE, prélèvements qui rognent la capacité d'investissement des entreprises et par conséquent, freinent leur transformation numérique et leur capacité d'adaptation.

Encore plus d'Etat, ce serait plus d'entreprises et d'organisations inadaptées et obsolètes, plus d'emplois menacés par le manque de compétitivité et donc encore plus de besoin de protection. Un cercle vicieux dont il serait malaisé de se sortir.

#### **3.2. Faire jouer la subsidiarité quand les entreprises sont plus efficaces que l'Etat**

Nous devons prendre conscience que la révolution technologique renforce les capacités d'auto-organisation de la société si bien que la zone d'intervention efficace de l'Etat se réduit au profit de l'action entrepreneuriale. Parce que l'entrepreneur, en partant d'une feuille blanche, peut tirer tout de suite tout le profit des nouvelles technologies, parce que les cycles de décision de l'Etat sont bien plus supérieurs au

rythme d'évolution de ces technologies, parce que le marché va mettre en concurrence plusieurs solutions et valider la meilleure.

L'Etat, pour éviter de se dévaloriser, doit certainement réduire sa zone d'intervention dans une logique de subsidiarité en s'interrogeant sur la plus value qu'il apporte ou pas par rapport à une solution de marché. Il doit davantage intervenir dans un rôle d'identification et de caractérisation de besoins, de mobilisation des acteurs économiques et d'appels à projet ou de concours, le lauréat étant par exemple récompensé par un apport en capital et non pas par une situation de monopole. Au contraire, il doit renforcer la diversité et la concurrence entre modèles dans un nombre croissant de secteurs comme l'université, la santé, le transport, etc...

### **3.3. Réhabiliter le capital**

Nous devons certainement nous interroger sur la place que nous faisons au capital et aux capitalistes. L'économie de rattrapage peut se financer avec le système bancaire, l'économie d'innovation, beaucoup plus risquée, se finance par le capital.

Si un entrepreneur demande à son banquier de financer une constellation de 4 500 satellites destinées à apporter un internet à haut débit à l'ensemble de la planète nécessitant le développement d'une fusée réutilisable pour baisser le coût du projet –c'est le projet d'Elon Musk- on peut douter qu'il reçoive un accueil favorable. De tels projets nécessitent des investisseurs capables d'investir massivement et rapidement. Car comme le disent les Américains « The winner takes all », le gagnant remporte la mise. C'est une autre transformation de l'économie avec une course de vitesse entre projets et pour le gagnant, des profits hors normes mais une perte totale de l'investissement pour les autres.

Seuls des capitalistes (selon la définition des personnes qui possèdent des capitaux et qui en tirent un revenu en les faisant valoir par un investissement dans une entreprise), sont à même d'endosser ces risques, de prendre rapidement des décisions d'investissements massifs. Or, la France en manque cruellement. Faute de capitaux, nos champions du numérique ne sont pas en mesure de rivaliser. Ayons en tête que Viadeo a été supplanté par LinkedIn, Dailymotion par Youtube, et Deezer par Spotify et Apple. Selon la BPI, une jeune entreprise innovante sur deux est rachetée par des capitaux étrangers, son développement étant le plus souvent délocalisé hors de nos frontières.

Pour donner la mesure de ce gap de financement, de la disproportion du rapport de force, rappelons que l'Etat va créer un fonds pour l'innovation doté de 10 milliards d'euros permettant de réaliser annuellement des investissements à risque de l'ordre de 200 millions d'euros. Or, en 2017, une seule entreprise, Amazon, a investi 22,6 milliards de dollars en R&D.

Faute de capital national, nous sommes en passe de devenir une colonie numérique des Etats-Unis avec des risques majeurs pour notre pouvoir d'achat et notre balance commerciale dont nous n'avons aucunement pris la mesure. Une colonie qui doit tribut, soumise aux oukazes des GAFAs qui ont droit de vie et de mort +

Si ces conditions sont réunies, on peut espérer l'émergence d'une identité digitale française au service de la communauté nationale, ancrée sur sa culture, ses valeurs, son patrimoine historique, plus respectueuse de la vie privée des personnes.